

Le coronavirus, révélateur d'un modèle économique en crise

Les bourses mondiales et les cours pétroliers chutent fortement. Les établissements bancaires, en bout de chaîne, sont touchées par la dévalorisation des actifs. Les défauts de paiements – reflet de l'excès d'endettement privé – pourraient se multiplier. Cet enchaînement n'est pas sans rappeler le scénario de la crise financière de 2008, mais, cette fois-ci, le coronavirus est l'élément déclencheur d'un krach d'ampleur mondiale dont les conditions étaient malheureusement réunies avant la survenue de l'épidémie.

D'une certaine manière, le coronavirus pourrait bien avoir précipité une crise financière latente.

FO n'est pas seule à avoir mis en garde depuis longtemps sur les conséquences de la financiarisation, la suraccumulation du capital, la survalorisation des cours boursiers et l'excès d'endettement des entreprises comme facteurs de risques et d'instabilité. Beaucoup s'étonnaient que les leçons de la crise de 2008 n'aient pas été prises suffisamment en considération.

Malgré quelques atermoiements quant à la nécessité de politiques de relance, les gouvernements successifs ont comme regardé ailleurs, préférant, a contrario et trop souvent, accélérer le rythme de réformes dites structurelles et poursuivre la rigueur budgétaire.

Le coronavirus met en lumière crue les risques soudains de la mondialisation : blocage des chaînes d'approvisionnements de biens parfois essentiels ; dépendance de nombre d'activités économiques d'aléas non maîtrisables ; ajustements portant sur les conditions faites aux travailleurs ; fragilisation des plus précaires et des plus pauvres.

Cette situation amène aussi de plus en plus à réinterroger la politique budgétaire soumise à des contraintes arbitraires et aveugles. A court terme, il est impératif de s'affranchir de ces contraintes de rigueur ou d'austérité – les critères de déficits publics – afin de pouvoir soutenir massivement l'emploi et le pouvoir d'achat des salariés des secteurs et les régions les plus affectés (chômage technique, arrêts maladies...).

A moyen terme, et une fois cette crise surmontée, FO s'attend à ce que l'on ne retombe pas dans les errements précédents par des mesures d'économies de rattrapage qui pourraient être réalisées sur la Sécurité sociale, les services publics ou des éventuelles restructurations dans les entreprises. Le scénario post-crise financière ne doit pas se reproduire et cela suppose des réformes ambitieuses à la hauteur de l'urgence actuelle (amélioration des services publics, relocalisations d'activités, encadrement véritable des marchés financiers).

Paris, le 13 mars 2020

Contact :

Nathalie HOMAND
Secrétaire confédérale

**Secteur de l'Economie et
du Service public**

✉ [nhomand](mailto:nhomand@force-ouvriere.fr)
[@force-ouvriere.fr](mailto:nhomand@force-ouvriere.fr)
☎ 01.40.52.84.45